

Arrêté n° AG-19-2025 désignant un examinateur supplémentaire pour l'épreuve orale d'admission des concours interne, externe sur titres et troisième concours avec épreuves pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, spécialité « espaces naturels, espaces verts » - session 2025.

Le Président du Centre de Gestion de l'Indre,

Vu le code général de la Fonction Publique,
Vu le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
Vu le décret n° 2004-247 du 18 mars 2004 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 susmentionné,
Vu le décret n° 2004-248 du 18 mars 2004 modifié fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents de maîtrise territoriaux,
Vu le décret 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours,
Vu l'arrêté n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la Fonction Publique française,
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,
Vu le recensement des besoins effectué auprès des collectivités territoriales du département de l'Indre en 2020,
Vu la convention de co-organisation des concours et examens professionnels entre les Centres de Gestion de l'Interrégion Ile-de-France/Centre-Val de Loire dite « Convention IDF/CVL »,
Vu les demandes de conventionnement des Centres de Gestion du Cher, de l'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret,
Vu l'arrêté n° AG-55-2024 portant ouverture au titre de l'année 2025 d'un concours interne, externe sur titres et troisième concours avec épreuves pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, spécialité « espaces naturels, espaces verts »,
Vu l'arrêté n° AG-72-2024 portant formation du jury des concours interne, externe sur titres et troisième concours avec épreuves pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, spécialité « espaces naturels, espaces verts » - session 2025,
Vu l'arrêté n° AG-95-2024 fixant le lieu d'organisation des épreuves écrites d'admissibilité des concours interne, externe sur titres et troisième concours avec épreuves pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territorial, spécialité « espaces naturels, espaces verts » - session 2025,
Vu l'arrêté n° AG-01-2025 portant désignation des correcteurs des épreuves écrites d'admissibilité des concours susmentionnés,
Vu l'arrêté n° AG-02-2025 du 2 janvier 2025 fixant la liste des candidats admis, ou admis sous réserve, à concourir aux concours susvisés,
Vu l'arrêté n° AG-06-2025 du 28 janvier 2025 désignant un correcteur supplémentaire pour la correction des épreuves d'admissibilité des concours interne, externe sur titres et troisième

concours avec épreuves pour l'accès au grade d'agent de maîtrise territoriale, spécialité « espaces naturels, espaces verts » - session 2025,
Considérant qu'il convient de désigner un examinateur supplémentaire pour assurer l'audition des candidats déclarés admissibles lors de l'épreuve orale d'admission des concours susvisés,

ARRETE :

Article 1 :

Monsieur Hugues FOUCAULT, maire de la commune de Bretagne, membre du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre est désigné comme examinateur de l'épreuve orale d'admission des concours externe, interne et 3e concours d'agent de maîtrise, spécialité « espaces naturels – espaces verts » - session 2025.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de l'Indre pour contrôle de légalité, ampliation sera publiée sur le site internet du Centre de Gestion de l'Indre.

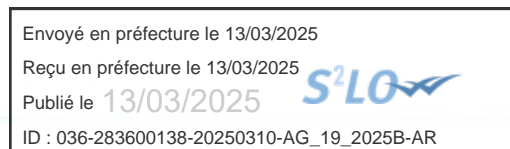
Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission.

Fait à Châteauroux, le 10 mars 2025.

LE PRESIDENT DU CENTRE DE GESTION
DE L'INDRE

Pour le Président et par délégation,




Danielle DUPRÉ-SÉGOT
Vice-Présidente